

**LA POLITIQUE FINANCIERE DES
REVOLUTIONNAIRES BELGES (1830-1831) (*)**

par

Els WITTE

Professeur à la Vrije Universiteit Brussel

Quoiqu'on dispose d'une littérature étendue concernant la Révolution belge et que les sources ne fassent pas défaut, nous restons encore dans l'incertitude au sujet d'aspects essentiels de ce changement de pouvoir. Le volet social et économique demeure quasi totalement inconnu. Une des voies pour approcher cette problématique, même partiellement, consiste à analyser la politique financière de ceux qui en 1830 se saisirent du pouvoir. Les processus de la formation des décisions au sujet des dépenses publiques et des recettes en période révolutionnaire mettent à nu d'une manière manifeste aussi bien les conflits que les accords entre les divers groupes sociaux. Le but de cet aperçu d'ensemble (1) est de déterminer les

(*) Mes remerciements à Mme Evelyne Namenwirth-Keuleers qui a bien voulu revoir le texte français.

(1) Ce résumé est basé sur notre article plus étendu, intitulé "Financieel-politieke aspecten van de Belgische revolutie, 1830-1831", qui paraîtra dans les Actes du "Congrès sur les relations belgo-néerlandaises, 1914-1940". Pour de plus amples détails, des références exactes et du matériel chiffré, on renvoie le lecteur à ce texte. Nous nous limitons ici aux principales sources de base. Les fonds d'archives suivants ont été consultés : Staatssecretarie, Kabinet des Konings, Geheim — Belgische aangelegenheden (A.G.R., La Haye); Gouvernement Provisoire, Ministère des Finances, Ministère de l'Intérieur, Société Générale (A.G.R., Bruxelles). Les sources imprimées sont essentiellement à trouver dans : E. HUYTTENS, *Discussions du Congrès National de Belgique, 1830-1831*, Bruxelles, 1844-1845, 5 vol.; *Le Moniteur Belge*, 1831; *Documents statistiques recueillis et publiés par le Ministère de l'Intérieur*, Bruxelles, 1836-1840; *Recueil de documents officiels, 1831-1834*, 5 vol. Six journaux ont été systématiquement

lignes de force des tensions financières occasionnées par la révolution ainsi que la stratégie menée par les nouveaux gouvernants pour les résoudre — ils y parvinrent en grande partie vers la fin de 1831 — et d'en indiquer la portée.

1) LES COMPOSANTES DES PROBLEMES FINANCIERS RESULTANT DE LA REVOLUTION

Quand on examine préalablement les efforts financiers que les divers groupes sociaux pouvaient ou voulaient faire en 1830 pour soutenir la révolution, on aboutit à une conclusion décevante. Le groupe, directement acteur dans les journées révolutionnaires et dont les nouveaux dirigeants étaient presque tous issus, n'avait que peu ou pas de liens avec les milieux de haute fortune. Ils n'appartenaient ni à la bourgeoisie aisée, ni à la grande noblesse terrienne, ni à l'establishment politique ou administratif. Leurs prétentions à assumer des responsabilités politiques étaient basées essentiellement sur leurs qualifications intellectuelles et nullement sur une forte position économique. A quelques exceptions près, ils n'étaient pas suffisamment riches pour pouvoir intervenir financièrement d'une manière quelconque. Ils recrutaient en outre leur arrière-ban dans les mêmes

ment dépouillés : *Le Belge, Le Courier des Pays-Bas, L'Indépendant, Le Journal des Flandres, Le Messager de Gand et le Journal de la Province de Liège*. La littérature de base figure dans les articles et travaux suivants : B.S. CHLEPNER, *Le marché financier belge depuis 100 ans*, Bruxelles, 1940; IDEM, *La Banque en Belgique. Etude historique et économique. I. Le marché financier belge avant 1850*, Bruxelles, 1926; W. DE BOCK, *Rotschild et la Société Générale aux origines de l'Etat et de la dynastie belges. Léopold Ier de Saxe-Cobourg et la Société Générale*, in *Contradictions*, 23-24, 1980; R. DEMOULIN, *Guillaume Ier et la transformation économique des provinces belges, 1815-1830*, Liège, 1938; B. GILLE, *Histoire de la Maison Rothschild. I. Des origines à 1848*, Genève, 1965; G. JACQUEMYS, "Les finances publiques de 1830 à 1850", in *Histoire des finances publiques en Belgique*, Bruxelles, 1950; J. LAUREYSENS, "Le crédit industriel et la Société Générale des Pays-Bas pendant le régime hollandais (1815-1830)", in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1972; P. LEBRUN, e.a. *Essai sur la révolution industrielle en Belgique 1770-1847*, Bruxelles, 1979; E. NICOLAI, *Etude historique et critique sur la dette publique en Belgique*, Bruxelles, 1922; H. RIEMENS, *Het Amortisatiesyndicaat. Een studie over de staatsfinanciën onder Willem I*, Amsterdam, 1934; E. WITTE, *Changes in the Belgian elite in 1830*, in *The Low Countries History Yearbook — Acta Historiae Neerlandicae*, XIII, The Hague, 1980.

couches de l'intelligentsia, de sorte que l'appui politique ultérieur de leurs partisans, après le changement du pouvoir, devait être acheté par des possibilités de carrière dans l'administration, les corps politiques et la magistrature. A cause de leur position sociale précaire ils éprouvaient de grandes difficultés pour consolider leur pouvoir politique et pour l'étendre. Il est évident qu'ils ne pouvaient réaliser cet objectif majeur que grâce à des moyens financiers indispensables. D'autant plus que l'aide des Belges fortunés leur manquait presque totalement.

Avant 1830 il régnait quelque malaise dans la noblesse foncière, conservatrice et catholique du Sud. C'est ainsi que certains ne pouvaient pas s'accorder ni de la politique laïcisante de Guillaume I, ni de la non-priorité des intérêts agricoles, ni de la lourde imposition foncière. Mais le régime politique procurait d'autre part à ce groupe un nombre suffisant de privilèges, de sorte que ses membres n'étaient guère enclin à s'engager activement dans la révolution. La majorité la considérait au contraire avec une bonne dose de scepticisme et n'avait aucune envie d'y investir une part quelconque de capital. C'était aussi le cas, mais dans une mesure beaucoup plus grande, des milieux fortunés de l'industrie mécanisée et du grand commerce. La perspective que d'importants débouchés seraient perdus, que l'aide de l'Etat à ces industries pourrait être supprimée et que les commandes publiques seraient arrêtées, en faisaient des farouches opposants au changement de régime. En outre les événements révolutionnaires et militaires paralysèrent le commerce et l'industrie, réduisirent le crédit, et cela dans une année située au coeur d'une période de récession économique. Ces facteurs renforçaient leur aversion à l'égard des nouveaux détenteurs du pouvoir. Inutile d'insister sur le fait que ces fortunés refusaient aussi de soutenir financièrement la révolution. Les coffres des capitalistes belges demeurèrent donc fermés. L'exactitude de cette thèse ressort en premier lieu de la forme et de l'ampleur des dons patriotiques qui, après les journées de Septembre, affluèrent à Bruxelles. Les petits montants par tête d'habitant (en moyenne 0,08 fl.), les versements extrêmement bas récoltés dans les grands centres et les zones industrielles, de même que les données d'identification concernant les donateurs, révèlent que la noblesse foncière, les grands industriels, les négociants et les financiers brillaient en majeure partie par leur absence. L'analyse de l'emprunt volontaire et patriotique, émis en octobre 1830 par le Gouvernement Provisoire, renforça grandement cette constatation. Le nombre des souscripteurs

était fort bas; il n'y avait que 16% du capital souscrit, mais en plus la participation du sommet social fortuné ne s'élevait qu'à 5% à peine. D'autre part, la position de puissance économique et sociale de ces fortunés était à ce point dominante que le nouvel Etat n'était pas viable sans leur concours politique. Cela signifiait donc concrètement que les révolutionnaires savaient bien que leur position de puissance nouvellement conquise ne pouvait être maintenue que par une politique de compromis avec ces groupes. Ils devaient donc, sur le plan financier, gouverner en fonction de leurs intérêts.

A cause de leur rôle financier prédominant, il convient d'accorder une attention spéciale aux financiers bruxellois des milieux de la Société Générale de Belgique. Il était impossible aux révolutionnaires d'agir sans l'appui de cette banque, la plus grande institution de crédit du Sud, qui était en même temps banque d'émission et banque d'Etat puisque perceptrice d'impôts. Il existait, il est vrai, chez ces banquiers et négociants bruxellois un courant pour se soustraire à la tutelle exercée sur l'organisme bancaire par Guillaume I, détenteur de l'énorme majorité des actions. En conséquence ils adoptèrent dans leur ensemble une attitude assez favorable à l'égard du nouveau gouvernement. Une hypothèse qui est confirmée par les contributions relativement lourdes souscrites à l'emprunt patriotique par un certain nombre de ces grands actionnaires. Mais comme investisseurs de capitaux ils considéraient en premier lieu les intérêts financiers de leur banque. A cause de sa fonction d'institution de crédit, elle devait déjà, dans des conditions normales, tenir compte de problèmes de liquidités. La répercussion des crises politiques en Europe, de 1830, rendait la situation monétaire plus aigue, puisque bien des gens voulaient récupérer immédiatement leurs créances. Ce manque de disponibilités monétaires compliqua par conséquent les comptes des révolutionnaires qui devaient faire de nombreux efforts pour obtenir dans ces circonstances l'appui de la Société Générale.

Les relations avec les classes moyennes de la société causèrent aux révolutionnaires de tout autres problèmes financiers. Quoique des investigations plus approfondies sont encore à faire, on peut cependant dès à présent avancer l'hypothèse d'une opposition latente contre le gouvernement de Guillaume I dans le groupe des petits industriels et des artisans indépendants des secteurs traditionnels non mécanisés. L'appui gouvernemental à l'industrie mécanisée concurrente, l'impact négatif de certaines mesures fiscales sur un certain nombre de secteurs artisanaux et l'instauration d'un impôt person-

nel et de patente eurent comme conséquence que les Belgicistes pouvaient aussi compter sur ces catégories sociales, dans la mesure où ils promettaient également des réformes fiscales. Mais d'autre part, ils n'étaient guère des soutiens d'importance au point de vue financier, comme le prouvent les sommes menues récoltées pour la révolution par donateur, le caractère petit bourgeois des dons patriotiques, l'intense participation des petits villages et l'absence totale de ce groupe sur la liste des souscripteurs de l'emprunt patriotique.

Avant et au cours de 1830 on avait aussi formulé des griefs d'ordre fiscal dans les couches inférieures de la population. Sans doute la récession économique, les moissons désastreuses étaient causes d'un chômage élevé, de nombreux licenciements et d'une croissante détresse matérielle, n'empêche que dans les classes populaires on n'hésitait pas à établir un lien causal entre cette situation calamiteuse et la politique de Guillaume Ier. Les impôts accrus sur les biens de consommation et les nécessités vitales, cause de l'augmentation des prix de la nourriture du peuple, accentuaient par ailleurs cette attitude anti-gouvernementale. La révolution de 1830 avait donc sans conteste un aspect social. Les leaders révolutionnaires de septembre avaient réussi habilement à canaliser ce soulèvement sauvage dans une direction patriotique. Mais cette masse populaire était un danger latent. Grossie depuis les Journées de Septembre, difficilement à ramener au calme, elle pouvait le cas échéant se retourner contre les nouveaux dirigeants. D'autant plus que ceux-ci étaient disposés à conclure des compromis avec les nantis fortunés. La crainte que cette population chômeuse risquait d'être achetée par les opposants orangistes constituait également un danger à ne pas sous-estimer. Tenir en laisse cette partie de la population présupposait de toute évidence des moyens financiers importants.

Enfin les événements révolutionnaires mêmes ainsi que la guerre occasionèrent des frais élevés très spécifiques. Qu'on songe seulement aux dépenses provoquées par la formation d'une armée et la constitution d'une forte garde civique, à l'armement et au ravitaillement, souvent à des taux usuraires. En outre la capacité de rentabilité des impôts n'était guère favorable. C'est ainsi que les opérations militaires réduisirent de moitié les droits de douane; les bourgeois imposables en profitèrent pour se soustraire aux paiements et même dans l'administration, il y eut des résistances. Sur le marché de l'argent et des capitaux les événements eurent également un impact fort négatif. Toute l'année 1830 fut d'ailleurs, dans l'Europe entière, néfaste

pour des opérations de crédit. Elle avait provoqué une baisse des fonds d'Etat et des pertes considérables aux Rothschilds, les plus puissants banquiers des gouvernements. Aussi longtemps que le statut international de la Belgique n'était pas réglé, la crédibilité du nouvel Etat demeurait nulle. Cela signifiait qu'il était impossible aux révolutionnaires d'emprunter de l'argent à l'étranger, avant la fin de 1831. Par conséquent, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur le marché des capitaux garda ses portes closes.

2) LES CARACTERISTIQUES DE LA GESTION FINANCIERE

Considérant les énormes problèmes financiers avec lesquels les nouveaux dirigeants étaient confrontés en 1830-'31, on peut conclure que leur gestion fit preuve d'une habileté tactique remarquable ainsi que d'une grande efficacité politique. Que ce soit dans la politique des dépenses, dans le programme fiscal ou dans le financement par emprunts, ils n'avaient qu'un seul but en vue : consolider la transmission de pouvoir et éviter à tout prix une débâcle financière. Une vision très perspicace des rapports réels dans la société et un souci de ne pas dépasser certaines limites, leur permit de conclure des compromis, de manière à faire face à une situation financière désastreuse. Toute leur gestion financière fut caractérisée par d'habiles accommodements : d'une part, satisfaire dans la mesure du possible les exigences des forces radicales dans les milieux moyens et inférieurs de la société et celles de leur propre arrière-ban, et d'autre part, éviter des heurts frontaux avec les détenteurs de grandes fortunes. A l'égard de ceux-ci cette stratégie eut comme effet une politique fiscale épargnant grandement cette catégorie sociale du sommet. Les révolutionnaires ne mirent nullement fin à la pression des impôts directs (accises sur les biens de consommation, etc.) dont souffrirent surtout les classes moyennes et inférieures. La diminution de l'impôt foncier, dans certaines provinces, signifia même un acquis pour les propriétaires terriens. On évita également de contrarier les investisseurs de fonds publics : les nouveaux dirigeants se déclarèrent d'accord pour continuer à payer les intérêts. Ceux qui avaient subi des dégâts à leurs propriétés étaient traités avec la nécessaire circonspection et déchargés à cet effet d'impôts; on s'occupa immédiatement du dédommagement des cas les plus graves. Les entrepreneurs industriels en difficulté pouvaient également compter sur l'appui financier du

gouvernement. On leur accorda des avances; l'Etat souscrivit à des emprunts dont l'industrie bénéficia directement; le crédit fut déchargé d'impôts et une administration spéciale fut érigée pour distribuer les subsides aux différents centres industriels. En continuant les travaux publics, entamés sous le régime de Guillaume Ier, on eut soin de ne pas se créer des opposants parmi ces entrepreneurs. Pour avoir de leur côté les grands actionnaires de la Société Générale les révolutionnaires prirent également des mesures efficaces : ils s'appuyèrent sur le courant, existant dans ces milieux contre la politique de Guillaume Ier, et tendirent habilement à jeter un pont entre la banque et le nouveau pouvoir. Un actionnaire important fut nommé directeur du comité financier du Gouvernement Provisoire et par ailleurs un banquier bruxellois belgiciste fut mis à la tête de la Société Générale. Il en résulta que la banque, au début d'octobre 1830, était déjà disposée à continuer son rôle de caissier de l'Etat. A cause du manque presque total de liquidités, il était impossible à la direction d'accepter la demande du Gouvernement Provisoire de lui transférer le solde en caisse, mais en revanche elle était prête à accorder un crédit au nouvel Etat. Dans la mesure où les intérêts de la banque n'étaient pas en danger, elle n'était nullement opposée à allouer son appui financier aux nouveaux dirigeants dans les mois qui suivirent les Journées de Septembre.

Les révolutionnaires essayèrent de gagner pour leur cause les classes intermédiaires par d'autres moyens efficaces. Les petits industriels et commerçants étaient certes intéressés par les mesures stimulant l'industrie et le commerce en général. Le programme fiscal du gouvernement comportait par ailleurs un ensemble de réglementations en faveur de ces mêmes groupes. Citons comme exemple, la diminution de certains droits de douane et de patente de plus de 25%. La perte subie dans l'intérêt de ces groupes s'élevait même à 1/5ième de la perte d'imposition totale. Une politique de nominations adéquates renforça également le pouvoir des révolutionnaires. D'après des statistiques, il ressort que les intellectuels belgicistes, dans leur grande majorité, réussirent à faire un bond prodigieux dans la magistrature, la diplomatie, l'armée, la politique et l'administration. Dans les cadres inférieurs de l'administration des nominations et des épurations en masse en faveur des adhérents de la révolution se firent également. Malgré l'exigence de l'opinion publique en matière d'économies et de modérations dans la dispense des deniers publics, les nouveaux dirigeants ne voulaient d'aucune manière affronter l'admi-

nistration. On ne toucha guère à l'échelle des salaires, ni au cadre du personnel. Les ministères de la Guerre et des Finances, deux éléments cruciaux dans le processus du maintien du pouvoir, firent l'objet d'un traitement préférentiel.

Ce même souci les préoccupait dans leur politique financière à l'égard de la classe populaire. Endiguer les agitations sociales était pour eux un problème majeur. La diminution des impôts sur les biens de consommation — les droits exigés sur l'abatage et la mouture avaient provoqué une forte opposition parmi ces couches — comportait un tiers de la moins-value des contributions. L'appui à l'industrie et la politique des travaux publics avaient comme but essentiel de maintenir l'ordre et d'assurer du travail aux chômeurs. Peu importait si certains travaux publics n'avaient guère d'utilité immédiate. Le financement de la formation d'une armée allait dans le même sens. Pour les nombreux volontaires et chômeurs qui avaient afflué à Bruxelles, l'armée constituait un refuge pour la sécurité des classes aisées. D'autres formes de subsides furent également accordées dans le but de maintenir l'ordre intérieur, e.a. la distribution d'argent à d'éventuels agitateurs, l'octroi de récompenses pour des actes patriotiques, les indemnisations aux veuves, orphelins et blessés et l'augmentation du budget destiné à l'assistance de nécessiteux.

La politique fiscale et des dépenses était donc clairement orientée en vue de s'attacher les divers groupes sociaux. La stratégie financière du gouvernement révolutionnaire était tout aussi habile. Elle procéda notamment par différentes étapes au cours desquelles on épuisa progressivement les moyens causant le moins de résistance dans de larges couches de la population. Au cours des premiers mois cruciaux, qui suivirent le changement de pouvoir, le Gouvernement Provisoire veilla de ne pas heurter aucun groupe social. Pendant et immédiatement après les Journées de Septembre, on tâcha de nouer les deux bouts à l'aide des dons patriotiques et d'obtenir le concours de la Société Générale. Le crédit accordé par la banque, de même que la rentrée des impôts collectés par elle, offraient en effet quelques perspectives d'avenir. Par la suite on attendait beaucoup de l'emprunt patriotique volontaire émis fin octobre. Cet emprunt d'Etat à court terme fut rendu aussi attrayant que possible par son intérêt relativement élevé et permettant aux possesseurs d'obligations de s'en servir comme moyens de paiement des contributions. Quoique nous avons déjà signalé que ces espoirs échouèrent en grande partie, ces rentrées permirent toutefois, durant un certain temps, de tenir bon.

Cependant ce calcul erroné obligea les dirigeants à inaugurer en janvier 1831, une nouvelle phase. En tenant compte des avantages fiscaux obtenus entretemps par les différents groupes sociaux et de l'amélioration visible du statut international de la Belgique, on chercha prudemment les moyens de faire payer les frais de la révolution par les détenteurs de grandes fortunes du pays. La perception anticipée de la taxe foncière constituait une première source de revenus. Fin mars 1831, on s'adressa à ces mêmes fortunés pour la deuxième fois. L'émission d'un emprunt forcé à court terme, moyennant la possibilité de régler anticipativement les contributions, aida d'une manière temporaire à combler le trou dans la caisse de l'Etat. Vers le milieu de 1831 ce trou prenait de telles proportions que cette même couche sociale était appelée d'urgence à payer une nouvelle fois. Cette tactique ne pouvait pas tenir longtemps. Les protestations affluèrent de toutes parts et les montants récoltés étaient trop minimes pour éviter la débâcle. C'est ce qu'entretemps les dirigeants avaient bien compris.

La troisième phase dans la stratégie financière, à savoir la recherche d'argent sur les marchés de capitaux étrangers, débuta donc environ dans la même période. Dans le dernier quart de 1831, sur le terrain international, la Belgique avait acquis une position beaucoup plus stable. Le Traité des XXIV Articles était signé, l'indépendance de la Belgique assurée et entretemps un monarque, doté d'excellentes relations dans les milieux bancaires européens, était monté sur le trône. Pour des bailleurs de fonds comme les Rothschild, il devenait maintenant intéressant de contrôler les opérations de crédit du nouvel Etat : la situation catastrophique de celui-ci leur permettait évidemment d'exiger des conditions très avantageuses. Et en effet, l'emprunt conclu à Calais par le gouvernement belge avec ces financiers ne rapporta que 69% du montant total de 40 millions de florins mais permit par contre aux Rothschild de réaliser un bénéfice de 17 millions de florins. Ce contrat mit définitivement fin au marasme financier de la Belgique et la confiance de la plus grande maison financière d'Europe assura la crédibilité du gouvernement. Le déroulement aisé de l'émission de cet emprunt sur le marché libre des capitaux résolut de manière durable au début de 1832 la situation financière précaire à laquelle les dirigeants belges avaient été confrontés depuis septembre 1830.

3) LA PORTEE DE LA POLITIQUE FINANCIERE

Dans une tentative d'examiner la politique financière des révolutionnaires avec une certaine distance et de la comparer avec la situation d'avant 1830 et celle d'après l'indépendance, un nombre de lignes de force intéressantes émergent. D'abord il est frappant de constater qu'on tint relativement peu compte des critiques formulées au sujet de la gestion financière de Guillaume Ier et des principes qui avaient entraîné les révolutionnaires à monter sur les barricades. Quelques exemples à titre d'illustration. Les frais occasionnés par l'érection d'un corps de fonctionnaires avaient provoqué une sévère critique. Les nouveaux dirigeants n'y portèrent guère de modifications. Les investissements en vue de subsidier l'industrie avaient été dépeints comme des gaspillages perturbant la concurrence d'autres branches. Les révolutionnaires n'y mirent pas fin; bien au contraire, de nouveaux subsides furent octroyés. Ils n'accordèrent pas non plus d'importance à l'exigence de freiner fortement des dépenses de l'Etat et de les soumettre à un contrôle très strict. Ils apparurent même comme des maîtres subtils pour éviter les ennuyeuses pratiques du contrôle parlementaire par le biais de procédures d'urgence et de questions de confiance. Chaque fois les députés furent judicieusement contraints d'avaliser, sans contrôle réel, les dépenses projetées ou déjà faites. L'équilibre budgétaire entre les recettes et les sorties, tant vanté par l'opposition avant 1830, ne fut nullement respecté. Une politique de "deficit spending" était au contraire mise en pratique. "Les deniers publics ont été honteusement dilapidés", dit des patriotes convaincus. Le principe du financement par emprunt pour les dépenses publiques, rejeté catégoriquement avant la révolution, fut également mis en application. L'énorme diminution des impositions coûtait 9 millions de florins au trésor, ce qui représentait un tiers des recettes totales de 1831. Ensemble avec les montants élevés occasionnés par la politique de dépenses, elle aboutit finalement en un budget s'élevant à 51 millions de florins. Cette somme ne différait guère de la contribution des provinces méridionales dans le budget global du Royaume des Pays-Bas. Si l'on tient compte que divers postes fort lourds avaient disparu (dette publique, colonies, marine), on peut conclure que la consolidation politique de la révolution avait exigé des efforts financiers très considérables.

En deuxième lieu, il est incontestable que des motivations presque exclusivement politiques étaient à la base de cette gestion finan-

cière. Comment expliquer sinon que les dépenses pour le ministère de la Guerre englobaient les 2/3 du budget et qu'elles étaient même plus élevées que le volume total des revenus ordinaires de l'Etat ? Comment expliquer aussi que pour le maintien de la paix sociale des montants exorbitants devaient être prélevés ? Et que l'énorme diminution de la fiscalité, répartie sur les diverses couches de la population fut réalisé en fonction de l'importance relative de ces couches pour le maintien du pouvoir des révolutionnaires ? On peut donc difficilement admettre qu'une politique économique consciente inspirait une telle gestion financière, mais cela n'empêche qu'il convient aussi d'en considérer un aspect secondaire intéressant. Les révolutionnaires ont en effet pratiqué une gestion budgétaire keynésienne avant la lettre. Dans une période de basse conjoncture ils ont augmenté considérablement le niveau des dépenses publiques par des subsides à l'industrie, par la réalisation de travaux publics, par des subventions, des aides, etc. Par contre ils diminuèrent d'une manière très large la pression fiscale. Dans quelle mesure cette politique conjoncturelle a-t-elle influencé l'évolution de l'économie dans les années 30, cela vaudra certes la peine d'être examiné plus en détail.

Le déficit budgétaire, résultat de la gestion financière, provoqua une dette publique à long terme. Et ici aussi on se trouve devant un phénomène à implications multiples. La faible position du gouvernement dans les négociations à Calais n'eut pas seulement comme conséquence immédiate un taux d'émission de l'emprunt particulièrement défavorable mais entraîna également des annuités élevées de rente et de remboursement. En 1832 les charges découlant de la dette publique représentaient déjà 35% des dépenses totales de l'Etat. Si on examine cette dette publique d'un peu plus près, il apparaît qu'il s'agit bien plus d'une dette extérieure déguisée. Le contrat de Calais stipulait en effet que la conversion des coupons en espèces et les amortissements devaient être réalisés à Paris. En outre, les marchés étrangers de capitaux, et en premier lieu celui de Paris, devinrent les lieux de placement principaux des obligations d'Etat belges. Dans l'ensemble, on peut affirmer que ce furent en fait les bailleurs de fonds français qui sauvèrent la révolution. Le traité de Calais ainsi que la collaboration de la Société Générale et des Rothschilds pour le placement de ces obligations, rendirent finalement le nouvel Etat entièrement dépendant de la "haute finance" belge et européenne. Ces deux maisons bancaires édifièrent de cette manière en 1831 leur position de monopole sur les finances publiques de la

Els WITTE

Belgique, situation qui perdura durant tout le XIXe siècle.

**FINANCIEEL-POLITIEKE ASPECTEN VAN DE
BELGISCHE REVOLUTIE (1830-1831)**

door
Els WITTE

SAMENVATTING

In dit artikel wordt gepoogd de hoofdlijnen aan te geven van de financiële spanningen waartoe de Belgische revolutie van 1830 aanleiding gaf en tevens de strategie aan te duiden waarmee de nieuwe machthebbers deze problemen te lijf gingen en tegen eind 1831 goeddeels oplosten. Wegens het feit dat de meerderheid der Belgische kapitaalbezitters de gezagswisseling ongunstig gezind was en de internationale situatie aanvankelijk te precair bleef om buitenlands kapitaal te kunnen aantrekken, bleven de beurzen van de gefortuneerden dicht in 1830. Maar anderzijds dienden forse bedragen geïnvesteerd te worden voor de handhaving van de sociale rust en moest de consolidatie van de nieuwe machtsposities afgekocht worden via materiële voordelen aan de verschillende maatschappelijke groepen, die vanzelfsprekend zware financiële implicaties hadden. Met een bijzonder goed gevoel voor de reële machtsverhoudingen in de samenleving, kwam het ene compromis na het andere tot stand dat de revolutionairen in staat stelde én het hoofd te bieden aan de financiële noodsituatie, én hun politieke macht te versterken. Heel hun financieringsstrategie bestond dan ook uit verschillende etappes tijdens dewelke progressief die middelen werden uitgeput die de minste weerstand oproepen bij grote en invloedrijke lagen van de bevolking. Ze resulteerde uiteindelijk in het wegwerken van het begrotingstekort door de afsluiting van een lening met Europa's machtigste bankiers, de Rothschilds. De zwakke onderhandelingspositie van België had tot gevolg dat een aanzienlijke langlopende buitenlandse rijksschuld werd gecreëerd, waardoor de staatsfinanciën geheel en al afhankelijk raakten van de Europese "haute finance", een situatie die heel de XIXde eeuw zou blijven bestaan.

**THE FINANCIAL POLICY OF THE BELGIAN
REVOLUTIONARIES (1830-1831)**

by

Els WITTE

SUMMARY

In this article an attempt is made at drawing the principal traits of the financial tensions caused by the Belgian revolution of 1830, at the same time indicating the strategy by which the new authorities dealt with these problems which were largely solved by the end of 1831. Owing to the fact that the majority of the Belgian capitalists were hostile towards the shift of authority and that the international situation originally remained too precarious to be able to attract foreign capital, the men of means were reluctant to invest money in 1830. But on the other hand large amounts had to be invested for the maintenance of social peace and the consolidation of the new positions of power had to be bought by granting material advantages to the different social groups, which of course had heavy financial implications. With an extremely good sense of the real relative power in society one compromise after the other was reached which enabled the revolutionaries both to meet the financial emergency and to strengthen their political power. Consequently their entire financing-strategy consisted of different stages during which those means were progressively exhausted which evoked the least resistance with the large and influential strata of the population. Eventually it resulted in eliminating the budgetary deficit by contracting a loan from Europe's most powerful bankers, the Rothschilds.

The weak negotiation-position of Belgium caused the creation of a considerable long-term foreign public debt, through which the state-finances grew entirely dependent on the European "haute finance", a situation which was to last throughout the 19th century.

Els Witte, Scailquinststraat 37, bus 12, 1030 Brussel